

Notice de sécurité

Etablissement Recevant du Public (ERP) de 5^{ème} catégorie sans locaux à sommeil

Cette notice a été établie à l'attention des exploitants d'Établissements Recevant du Public (ERP), afin de recueillir des données détaillées concernant les mesures de sécurité exigées par la réglementation. Malgré sa présentation descriptive du règlement de sécurité, ce formulaire n'est pas exhaustif. Il appartient au demandeur de préciser les points que ce document n'aurait pas traités.

Pour les établissements de 5^{ème} catégorie dont l'effectif du public est inférieur ou égal à 19 personnes et qui ne comportent pas de locaux à sommeil : remplir uniquement les parties 1, 2, 7 14, 16 et 17.

1. Renseignements sur l'établissement et l'exploitant

Nom de l'établissement :

Nature de l'activité projetée :

Activité antérieure (ancienne destination des locaux) :

Le cas échéant, nom du précédent établissement (enseigne) :

L'établissement est-il à simple rez-de-chaussée ? OUI NON

Le plancher du dernier niveau accessible au public de l'établissement, est-il situé à plus de 8m de haut par rapport au niveau d'accès des sapeurs-pompiers ? OUI NON

Effectif maximal de public : personnes Effectif maximal de personnel : personnes

Proposition de classement de l'établissement : Activité(s) de type(s) de 5^{ème} catégorie sans locaux destinés au sommeil.

2. Evacuation des personnes handicapées (GN 8)

Nécessité d'une évacuation différée des personnes en situation de handicap? OUI NON

Description des solutions retenues pour l'évacuation des personnes en situation de handicap :
(Joindre une description détaillée si nécessaire)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

3. Structures (PE 5)

- L'établissement occupe entièrement le bâtiment dont le plancher bas de l'étage le plus élevé est à plus de 8 m*
- L'établissement occupe partiellement un bâtiment et la différence entre les niveaux extrêmes de l'établissement est supérieure à 8 m*
- Autre configuration

* Dans le cas n°1 ou 2, remplir le tableau ci-dessous (l'établissement doit avoir une structure stable au feu (SF) de degré 1 heure et des planchers coupe-feu (CF) de même degré) :

Éléments	Nature des matériaux	Comportement au feu
Stabilité au feu de la structure		CF : (durée)
Degré coupe-feu des planchers		CF : (durée)
Gaines techniques :		
- Parois		CF : (durée)
- Trappes		SF : (durée)
Degré coupe-feu des planchers :		
- Parois		CF : (durée)
- Portes		SF : (durée)

4. Isolement et parc de stationnement (PE 6)

Les mesures d'isolement par rapport aux tiers doivent permettre d'éviter la propagation d'un incendie d'un bâtiment à un autre situé en vis-à-vis, en contigu ou en superposé.

Les établissements doivent être isolés de tous bâtiments ou locaux occupés par des tiers par des murs et des planchers coupe-feu de degré 1 heure. Une porte d'intercommunication peut être aménagée sous réserve d'être coupe-feu de degré 1/2 heure et munie d'un ferme-porte. Ces dispositions sont aggravées si une autre réglementation impose un degré d'isolement supérieur.

- Présence de tiers contiguë (latéral) ? OUI NON
Nature (habitation, ERP, industrie ...) :
Degré coupe-feu des parois séparatives : CF° : h
Dispositions prévues :

- Présence de tiers superposé ? OUI NON
Nature (habitation, ERP, industrie ...) :
Degré coupe-feu des parois séparatives : CF° : h
Dispositions prévues :

- Présence de tiers situé en vis-à-vis (en face) ? OUI NON
Nature (habitation, ERP, industrie ...) :
Distance entre les bâtiments : m
Dispositions prévues :

Intercommunication avec un parc de stationnement couvert ? OUI NON

Remarque(s) complémentaire(s) :

5. Accès des secours (PE 7)

Les établissements doivent être facilement accessibles, de l'extérieur, aux services de secours et de lutte contre l'incendie.

Si le plancher bas de l'étage le plus élevé est situé à plus de 8 mètres du niveau d'accès des sapeurs-pompiers :

Une façade comporte-t-elle des baies accessibles aux échelles aériennes ? OUI NON SANS OBJET

6. Enfouissement (PE 8)

Sous-sol accessible au public ? OUI NON Nombre de niveaux accessibles en sous-sol :

Le point le plus bas est-il à plus de 6 mètres sous le niveau moyen des seuils extérieurs ? OUI NON

7. Locaux à risques particuliers (PE 2 et PE 9) Concerné Non concerné

Liste des locaux à risques particuliers (exemples : Dépôt d'archives, réserves, local réceptacle des vides ordures, local poubelles, local chaufferie dont les appareils de production ont une puissance supérieure à 30 kW et inférieure à 70 kW, local des machines d'ascenseur, local d'extraction de la VMC, local contenant des groupes électrogènes, poste de livraison et de transformation, cellule à haute tension, cuisine d'une puissance utile totale supérieure à 20 kW...) :

.....
.....

Conditions d'isolement des locaux présentant des risques particuliers :

Parois verticales : CF°h Planchers : CF°h Portes (munies de ferme-portes) : CF° h

Remarque : Les locaux présentant des risques particuliers d'incendie doivent être isolés des locaux et dégagements accessibles au public par des murs et des planchers coupe-feu de degré 1 heure (CF° 1h). La porte doit être coupe-feu de degré 1/2 heure (CF° 1/2h) et munie d'un ferme-porte.

8. Stockage d'hydrocarbures et installations de gaz (PE 10) Concerné Non concerné

Stockage et utilisation de récipients contenant des hydrocarbures ou installation de gaz combustible ? OUI NON

Si oui : Type de produit : Quantité :

Description du mode de stockage :

Emplacement du stockage :

Remarque(s) complémentaire(s) :

.....

9. Dégagements (PE 11)

Nombre de sortie(s) et largeurs :

Nombre d'escalier(s) et largeur(s) :

Remarque(s) complémentaire(s) :

.....

10. Aménagements intérieurs - nature des matériaux (PE 13)

Revêtements :	Nature des matériaux	Classement de réaction au feu
Locaux :		
- Sols		
- Murs		
- Plafonds / Faux-plafonds		
Circulations :		
- Sols		
- Murs		
- Plafonds / Faux-plafonds		
Escaliers :		
- Sols		
- Murs		
- Plafonds / Faux-plafonds		

Remarque(s) complémentaire(s) :

.....

11. Désenfumage (PE 14 et instruction technique n°246) Concerné Non concerné

Locaux : - Salles de plus de 300m² situées en rez-de-chaussée et/ou en étage : OUI NON
 - Salles de plus de 100m² situés en sous-sol : OUI NON

Désignation du local désenfumé	Surface du local	Surface utile d'exutoires	Nombre d'exutoires ou d'ouvrants
	m ²	m ²	
	m ²	m ²	
	m ²	m ²	

Type de désenfumage : Naturel Mécanique

Escalier encloué : OUI NON

Si oui : - Châssis ou fenêtre en partie haute, d'une surface libre d'au moins 1 m² : OUI NON

- Dispositif permettant une ouverture facile depuis le niveau d'accès de l'établissement : OUI NON

- Escalier mis en surpression conformément à l'instruction technique n°246 : OUI NON

Remarque(s) complémentaire(s) :

.....

12. Installations de cuisson (PE 15 à PE 19) Concerné Non concerné

Puissance utile totale des appareils (en kW) :

Nature de l'énergie pour alimenter les appareils :

Présence d'un dispositif d'arrêt d'urgence par énergie (gaz, électricité...) ? OUI NON

Volume de stockage : Emplacement :

Configuration : Grande cuisine isolée Grande cuisine ouverte sur des locaux accessibles au public

Office de remise en température Ilot(s) de cuisson installé dans une salle de restauration

- Système d'extraction des fumées 400° C pendant 1/2 heure ? OUI NON SANS OBJET

- Commande manuelle extracteur facilement accessible et correctement identifiée ? OUI NON SANS OBJET

Remarque(s) complémentaire(s) :

.....

13. Chauffage et ventilation (PE 20 à PE 23)

Mode de chauffage : Gaz Electrique Fuel Climatisation Puissance chaudière : kW
Si la puissance est comprise entre 30 et 70 kW, les appareils doivent être implantés dans un local non accessible au public, isolé et ne pouvant servir de stockage.

Conditionnement d'air : OUI NON Ventilation Mécanique Contrôlée : OUI NON

Remarque(s) complémentaire(s) :
.....

14. Installations électriques et éclairage (PE 24)

Les installations électriques sont-elles conformes aux normes en vigueur ? OUI NON

Pour les escaliers, les circulations horizontales de plus de 10 mètres ou présentant un cheminement compliqué et les salles de plus de 100 m², un éclairage de sécurité d'évacuation est-il prévu ? OUI NON SANS OBJET

Blocs Autonomes d'Eclairages de Sécurité (BAES) : OUI NON

Remarque(s) complémentaire(s) :
.....

15. Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants (PE 25) Concerné Non concerné

Ascenseur(s) : OUI NON Si oui, nombre d'ascenseurs :

Energie : Localisation :

Machinerie : localisation : accès :

coupure électrique : ventilation :

résistance au feu des murs, planchers et portes :

Escalier(s) mécanique(s) : OUI NON Trottoir(s) roulant(s) : OUI NON

Remarque(s) complémentaire(s) :
.....

16. Moyens de secours (PE 26 et PE 27)

Moyen(s) d'extinction prévu(s)

Extincteurs. Préciser nombre et natures (eau, poudre, CO₂ ...) :

Colonne sèche Autre(s) moyen(s) d'extinction :

Remarque(s) complémentaire(s) :
.....

Alarme, alerte, consignes

Type d'équipement d'alarme incendie :

L'installation du téléphone urbain est-elle prévue ? OUI NON

Affichage des consignes de sécurité est-il prévu ? OUI NON

Plan d'intervention apposé à l'entrée (si étage ou sous-sol) : OUI NON SANS OBJET

Remarque(s) complémentaire(s) :
.....

17. Engagement du maître d'ouvrage (article 45 du décret n°95-260 du 8 mars 1995)

Je soussigné (NOM Prénom), maître d'ouvrage, certifie exacts les renseignements contenus dans la présente notice de sécurité et m'engage à respecter les règles générales de construction prises en application du chapitre 1er du titre 1er et du livre 1er du code de la construction et de l'habitation, notamment celles relatives à la solidité.

Le / /

Le Maître d'œuvre :

Le Maître d'ouvrage : (signature obligatoire)

NOTICE D'ACCESSIBILITE DES PERSONNES A MOBILITE REDUITE AUX ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ET AUX INSTALLATIONS OUVERTES AU PUBLIC

(E.R.P. et I.O.P.)

prévues par les articles R.111-19-18 et R.111-19-19 du Code de la Construction et de l'Habitation

DISPOSITIONS APPLICABLES

Réglementation

- . Loi n° 2005-102 du 11 février 2005
- . Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 modifié par le décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007
- . Arrêtés du 20 avril 2017, du 8 décembre 2014, du 11 septembre 2007
- . Circulaire interministérielle DGUHC 2007-53 du 30 novembre 2007

L'obligation concernant les ERP et IOP

Les exigences d'accessibilité des ERP et IOP sont définies par les articles R.111-19 à R.111-19-12 du code de la construction et de l'habitation. L'article R. 111-19-1 précise :

« Les établissements recevant du public définis à l'article R.123-2 et les installations ouvertes au public doivent être accessibles aux personnes handicapées, **quel que soit leur handicap.** »

« L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements. »

Définition de l'accessibilité

L'accessibilité est une obligation de résultat, il s'agit d'assurer l'usage normal de toutes les fonctions de l'établissement ou de l'installation.

Art. R.111-19-2. - "Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu(e). Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente. "

Renseignements utiles

Toutes précisions concernant cette notice peuvent être demandées auprès de :

Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais

SSERBC/Unité Accessibilité
100, avenue Winston Churchill
CS 10007
62022 ARRAS CEDEX

☎ 03 21 22 99 99 📠 03 21 22 98 79
✉ ddtm-accessibilite@pas-de-calais.gouv.fr

OBLIGATION DU MAITRE D'OUVRAGE

En fin de travaux soumis à permis de construire, l'engagement pris par le maître d'ouvrage de respecter les règles de constructions sera confirmé par la fourniture d'une **ATTESTATION DE PRISE EN COMPTE DES REGLES D'ACCESSIBILITE** telle que définie par les articles R.111-19-27 et R.111-19-28 du code de la construction et de l'habitation :

Pour les dossiers soumis à permis de construire, le demandeur doit faire établir une attestation à l'issue de l'achèvement des travaux. Cette attestation est établie par un contrôleur technique titulaire d'un agrément l'habilitant à intervenir sur les bâtiments ou par un architecte au sens de l'article 2 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, qui ne peut pas être celui qui a conçu le projet, établi les plans ou signé la demande de permis de construire.

Le maître d'ouvrage adresse l'attestation à l'autorité qui a délivré le permis de construire et au maire dans un délai maximal de trente jours à compter de la date de l'achèvement des travaux. Cette attestation est jointe à la déclaration d'achèvement prévue par l'article R.462-1 du code de l'urbanisme.

Est puni d'une amende prévue pour les contraventions de la 5^e classe, le fait pour une personne ne remplissant pas les conditions prévues au 1^{er} alinéa de l'article R.111.19.27, d'établir une attestation. Est puni de la même peine, le fait de faire usage d'une attestation établie par une personne ne remplissant pas les conditions définies au 1^{er} alinéa de l'article R.111-19-27. La juridiction peut prononcer la peine d'affichage de la décision et de diffusion de celle-ci dans les conditions prévues par l'article 131-35 du code pénal. En cas de récidive, le maximum de la peine encourue est majoré dans les conditions définies par les articles 132-11 et 132-15 du code pénal.

EXIGENCES GÉNÉRALES D'ACCESSIBILITÉ

Le projet doit intégrer l'accessibilité à **tous les types de handicaps** (physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques). C'est ainsi que seront notamment pris en compte :

- Pour la déficience visuelle : des exigences en termes de guidage, de repérage et de qualité d'éclairage
- Pour la déficience auditive : des exigences en termes de communication, de qualité sonore et de signalisation adaptée
- Pour la déficience intellectuelle : des exigences en termes de repérage et de qualité d'éclairage
- Pour la déficience motrice : des exigences spatiales, de stationnement et de circulation adaptés, de cheminement extérieur et intérieur, de qualité d'usage des portes et équipements.

Avertissement : cette notice a été élaborée pour vous aider à respecter les dispositions du décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007. D'autres types de notices peuvent être utilisés, mais les éléments de détails prévus par ce décret devront impérativement y figurer.

Par ailleurs, ce document a pour principal objectif de décrire comment votre projet répond aux obligations réglementaires. Les cases prévues à cet effet doivent être remplies le plus exhaustivement possible en tenant compte de l'avancement des réflexions au moment du dépôt du dossier. Les dispositions non encore définitives pourront faire l'objet d'ajustements mais il convient toutefois d'indiquer qu'elles seront prises en compte ultérieurement.

PRINCIPALES DISPOSITIONS TECHNIQUES CONCERNANT LE PRESENT PROJET

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE DEMANDEUR ET L'ETABLISSEMENT

1 – DEMANDEUR (bénéficiaire de l'autorisation)

NOM, prénoms

.....

Pour les personnes morales, nom du représentant légal ou statutaire

.....

ADRESSE :

.....

.....

Code postal Commune

Téléphone fixe / portable.....

Mail

2 – ETABLISSEMENT

NOM de l'établissement :

.....

ACTIVITE

avant travaux :

après travaux :

IDENTITE du futur exploitant :

Profession libérale : oui /non

TYPE(S) et **CATEGORIE** de l'établissement (selon R123-19 du CCH - voir fiche sécurité)

.....

ADRESSE :

.....

.....

Code postal Commune

RENSEIGNEMENTS NECESSAIRES A LA BONNE COMPREHENSION DU DOSSIER

1 - Descriptif des travaux envisagés

2 - Cheminements extérieurs

- *Caractéristiques minimales à respecter pour le cheminement usuel (largeur, pente, espaces de manoeuvre de portes, de demi tour, de repos, d'usage, ...)*
- *Repérage, guidage (contraste visuel, signalisation, ...)*
- *Sécurité d'usage (hauteur sous obstacles, repérage vide sous escaliers, éveil de vigilance en haut des escaliers)*
- *Qualité d'éclairage (minimum 20 lux), ...*

3 - Stationnement

- *Nombre : 2 % du nombre total de places pour le public, situées à proximité de l'entrée, du hall d'accueil, de l'ascenseur, ...*
- *Caractéristiques minimales à respecter avec signalisation verticale et marquage au sol*
- *Raccordement avec cheminement horizontal sur une longueur de 1,40 m minimum*
- *Valeur d'éclairement prévue (50 lux en tout point des circulations piétonnes des parcs de stationnement, 20 lux en tout autre point des parcs de stationnement), ...*

4 - Accès aux bâtiments

- *Descriptif le cas échéant du dispositif de contrôle d'accès (digicodes, visiophones)*
- *Entrées principales facilement repérables (éléments architecturaux, matériaux différents, ...)*
- *Caractéristiques à respecter (seuil, largeur de portes, conditions de filtrage, ...)*
- *Positionnement des systèmes de communication et des dispositifs de commande (interphone, poignées), ...*

5 - Accueil du public

- *Caractéristique des guichets, banques d'accueil, caisses de paiement, comptoirs, ...*
- *Mobilier adapté pour les personnes circulant en fauteuil roulant et facilement repérable*
- *Si accueil sonorisé, prévoir induction magnétique et pictogramme correspondant*
- *Qualité d'éclairage (minimum 200 lux), ...*

6 - Circulations intérieures horizontales

- *Éléments structurants repérables par les déficients visuels*
- *Caractéristiques minimales à respecter (largeur des circulations, largeur des portes, espaces de manoeuvre de portes, ...)*
- *Qualité d'éclairage (minimum 100 lux),*

7 - Circulations verticales

. Escaliers

- *Contraste visuel et tactile en haut des escaliers, qualité d'éclairage (minimum 150 lux),*
- *Caractéristiques minimales à respecter (largeur des escaliers, hauteur des marches et giron, mains courantes contrastée, ...)*

. Ascenseurs

- *Obligation d'ascenseur si accueil en étages de plus de 50 personnes (100 pour type R) ou prestations différentes de celles offertes au niveau accessible*
- *Conforme à la norme EN 81-70 (dimensionnement, éclairage, appui, indications liées au mouvement de la cabine, annonce des étages desservis, ...)*
- *Possibilité d'élévateurs à usage permanent...*

8 -Tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques

- *Ne peuvent remplacer un ascenseur obligatoire*
- *Doivent être doublés par un cheminement accessible non mobile ou par un ascenseur, ...*

9 - Nature et couleur des matériaux de revêtements et qualité acoustique

- *Nature et couleur des matériaux et revêtements de sols, murs et plafonds (Les matériaux doivent éviter toute gêne sonore ou visuelle ; dans ce but ils doivent respecter certaines dispositions)*
- *Traitement acoustique des espaces d'accueil, d'attente du public et de restauration - matériaux prévus (niveaux de performance visés en termes d'isolement acoustique et d'absorption des sons - aire d'absorption des revêtements et éléments absorbants > 25 % de la surface au sol de ces locaux)*

10 - Portes, portiques et sas

- *Dimensionnement des portes battantes, des portes automatiques, des portillons (largeur des portes, positionnement des poignées, résistance des fermes-portes, repérage des parties vitrées, ...)*

11 - Locaux ouverts au public, équipements et dispositifs de commande

- *Description des appareils distributeurs, des dispositifs d'information et de communication divers, notamment signalétique, écrans, panneaux à messages défilants, bornes d'information, dispositifs de sonorisation*
- *Hauteur et emplacement des équipements et dispositifs de commande destinés au public, notamment dispositifs d'ouverture de portes, interrupteurs, commandes d'arrêt d'urgence, (Nécessité d'un repérage aisé des équipements et dispositifs de commandes - contraste visuel, signalisation, ...)*
- *Caractéristiques minimales du vide nécessaire en partie inférieure des guichets, mobiliers à usage de lecture, d'écriture ou d'utilisation d'un clavier*
- *Information sonore doublée par une information visuelle*

12 - Sanitaires

- *Localisation et caractéristiques minimales à respecter pour les sanitaires accessibles aux personnes handicapées*
- *Espace latéral libre à côté de la cuvette, espace de manoeuvre de porte avec possibilité de demi-tour à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur*
- *Positionnement de la cuvette, de la barre d'appui (hauteur), des accessoires tels que miroir, distributeur de savon, sèche-mains, ...*
- *Obligation d'un lave mains à l'intérieur des cabinets d'aisances adaptés*

13 - Sorties

- *Les sorties correspondantes à un usage normal du bâtiment doivent être repérables de tout point et sans confusion avec les sorties de secours*

14 - Etablissements ou installations recevant du public assis

- *Nombre de places accessibles, taux par rapport au nombre total, localisation, cheminement permettant d'y accéder depuis l'entrée*

15 - Etablissements disposant de locaux d'hébergement

- *Nombre et caractéristiques des chambres, salles d'eau, cabinets d'aisances accessibles, taux de ces chambres et locaux par rapport au nombre total, localisation, répartition par catégorie)*

16 - Etablissements ou installations comportant des cabines d'essayage, d'habillage ou de déshabillage, des douches

- *Nombre et caractéristiques des cabines et douches accessibles*
- *Caractéristiques et positionnement des équipements...*

17 - Etablissements comportant des caisses de paiement disposées en batterie

- *Nombre et localisation des caisses accessibles)*

Date et signature du demandeur,

DEMANDE EVENTUELLE DE DEROGATION

Mise en garde : l'octroi d'une dérogation ne dispense pas le demandeur de respecter l'ensemble des règles non dérogées

Règles à déroger

Éléments du projet auxquels s'appliquent ces dérogations

Justifications de chaque demande

Si mission de service public, mesures de substitution proposées

Date et signature du demandeur

